

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

alors m'empêcher de me demander comment cet argent sera dépensé, qui en bénéficiera et qui économisera.

En effet, que signifiera pour le Manitoba et plus particulièrement pour Winnipeg le mécanisme enclenché depuis le discours du Trône, sinon des pertes phénoménales au chapitre des revenus, de l'emploi et des régimes sociaux?

Monsieur le Président, à mon avis, si vous voulez vraiment connaître les conséquences de ce budget, vous n'avez qu'à voir ce qui se passe dans les villes de Portage-la-Prairie et de Churchill.

Voyons d'abord Churchill. Cette localité est située dans une région isolée du Canada, dans le nord du Manitoba. Les habitants de cette ville luttent depuis plusieurs décennies contre toutes sortes d'obstacles pour y établir de bonnes assises financières. Mais le gouvernement du Canada y supprime les activités économiques les unes après les autres. Les militaires se sont retirés, le programme de satellite vient d'être enlevé à la ville, qui sera bientôt privée des services de VIA Rail comme vous le savez. Ces gens viennent tout juste d'apprendre qu'aucune expédition de blé ne passera par leur port cet été. Ce sont là des coups de massue qui passent souvent inaperçus dans les grands plans d'ensemble. Il est à peu près temps que les députés se soucient de localités comme Churchill.

En deuxième lieu et pour donner suite aux propos de celui qui m'a précédé, mon collègue de la Colombie-Britannique, et qui a évoqué le sort de l'Île-du-Prince-Édouard, je ne puis qu'ajouter que l'histoire s'est répétée à Portage-la-Prairie.

Cette localité s'enorgueillissait de sa base militaire. Le rôle de cette base avait été nettement tracé dans le cadre de la politique militaire traditionnelle du Canada. C'était une base de formation. Le gouvernement a réinvesti dans cette base au cours des cinq dernières années pour améliorer les installations de santé, les pistes d'atterrissage et tous les aspects liés à l'entretien. La base jouait un rôle-clé dans l'économie de Portage. Et voilà qu'on nous l'enlève. C'est justement ce genre d'intervention qui démoralise la population et la rend très soupçonneuse à l'égard de la gestion financière du gouvernement. Ces contribuables se demandent alors pourquoi ils versent de l'argent au fisc.

Permettez-moi de dire quelques mots sur la charge fiscale des particuliers. Depuis 1984, le gouvernement Mulroney a augmenté l'impôt des familles et des particuliers de façon radicale.

Avec le récent budget, les familles dont le revenu correspond au seuil de la pauvreté ou y est inférieur devront payer des impôts, alors que l'impôt des Canadiens bien nantis n'augmentera que très peu. Personne n'aime payer des impôts, mais la plupart des gens sont en faveur d'un régime juste et équitable. Malheureusement, le gouvernement actuel tient à répartir le fardeau fiscal de façon inéquitable.

Je voudrais parler de ce qui est arrivé dans ma propre circonscription, Winnipeg-Nord-Centre. Vous voudrais citer comme exemple une famille vivant dans un quartier ouvrier, rue Lipton. Les deux parents travaillent, ont deux enfants à charge et gagnent un total de 23 639\$ cette année. Ils devront payer 341\$ de plus en impôt. Depuis 1984, les impôts de cette famille ont augmenté de 1 153\$, soit une augmentation totale de 176,3 p. 100. Tout cela s'est produit depuis que M. Mulroney est devenu premier ministre. Une autre famille dont les revenus s'élèvent à 100 000\$, ne paiera que 10,9 p. 100 de plus d'impôt. Ce type d'incohérence dans notre régime fiscal fait naître de grandes inquiétudes chez les Canadiens et leur donne à penser que le gouvernement ne sert pas leurs intérêts.

Il y a aussi beaucoup de familles monoparentales dans Winnipeg-Nord-Centre qui paieront des impôts pour la première fois. Un parent seul avec deux enfants, vivant dans un appartement de l'avenue Westminster et dont le revenu est sous le seuil de la pauvreté, paiera 147\$ en impôt, alors qu'il n'avait rien à payer auparavant. À cause de ce budget, l'augmentation de l'impôt des particuliers est six fois plus élevée que celle des impôts des sociétés. Il se fait actuellement un déplacement massif de la charge fiscale vers les familles de travailleurs, à l'avantage des sociétés.

Nous nous plaisons à dire que les sociétés sont imposées, ce qui me paraît tout à fait correct. Elles sont lourdement imposées. Nous négligeons en fait notre plus grande exportation: les bénéficiaires, qui deviennent ceux d'autres pays. Ces capitaux quittent le pays avec notre bénédiction parce que le gouvernement n'a pas le bon sens, l'énergie et la détermination de les imposer. Il ne lui reste donc plus qu'à imposer ceux qui peuvent le moins payer.

Monsieur le Président, l'une des plus grandes difficultés que nous ayons eues à subir dans toute notre histoire, peut-être, au Manitoba, est notre absence de représentation au sein du gouvernement. C'est la première fois de l'histoire récente que Winnipeg n'est pas représentée au Cabinet fédéral. Les députés de cette province, qui sont censés nous représenter, laissent passer une occasion après l'autre de prendre position. Nous ne sommes guère favorables au projet de loi d'emprunt simplement parce qu'il n'apporte rien au Manitoba. Les médias locaux parlent, en fait, dans leurs reportages, de la «politique punitive» et de la «tactique de la terre brûlée» du gouvernement Mulroney. Je n'oserais pas emprunter ce